



NOTE DE SERVICE N° 142 / MBPE/DGD/DU 15 JUIN 2017
(DIFFUSION GENERALE)

**Objet : Interdiction des prélèvements d'office
des droits et taxes éludés ou compromis
sur le crédit d'enlèvement.**

Il me revient que, pour réprimer les infractions à la réglementation douanière contestées dans les services opérationnels, il est procédé dans certains cas à la liquidation d'office des droits et taxes éludés ou compromis sur le crédit d'enlèvement des Commissionnaires en Douane Agréés.

Une telle démarche qui ignore manifestement les droits des usagers dans le cadre de la gestion des affaires contentieuses s'apparente à un abus de pouvoir.

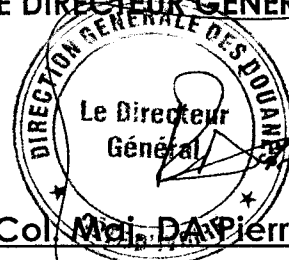
En conséquence, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du service que les liquidations d'office des droits et taxes éludés ou compromis sont interdites, sauf autorisation du Directeur Général des Douanes.

Je rappelle que la constatation d'une infraction par les services rend indispensable les formalités ci-après :

- 1) notification aux Commissionnaires en Douane Agréé de l'existence de l'infraction ;
- 2) rédaction du procès verbal de saisi ou de constat ;
- 3) saisine du Directeur Général pour les suites de l'affaire contentieuse.

J'attache du prix au strict respect des dispositions de la présente.

LE DIRECTEUR GENERAL



Col. Maj. DA Pierre A.